

> Contribution solidarité autonomie (CSA) : Journée de solidarité (article L3133-7)

Dictionnaire du Droit privé

> Temps de travail

Sous-section 2 : Champ de la négociation collective.

L. 3133-11

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche fixe les modalités d'accomplissement de la journée de solidarité.

Cet accord peut prévoir :

- 1° Soit le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1er mai ;
- 2° Soit le travail d'un jour de repos accordé au titre de l'accord collectif conclu en application de l'article **L. 3121-44** ;
- 3° Soit toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées en application de stipulations conventionnelles ou des modalités d'organisation des entreprises.

[service-public.fr](#)

> Jours fériés et ponts dans le secteur privé : Journée de solidarité (champ de la négociation collective)

Dictionnaire du Droit privé

> Temps de travail

Sous-section 3 : Dispositions supplétives.

L. 3133-12

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de stipulation dans la convention ou l'accord conclu en application de l'article **L. 3133-11**, les modalités d'accomplissement de la journée de solidarité sont définies par l'employeur, après consultation du comité social et économique.

[service-public.fr](#)

> Jours fériés et ponts dans le secteur privé : Journée de solidarité (dispositions supplétives)

Dictionnaire du Droit privé

> Temps de travail

Chapitre IV : Dispositions particulières aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

L. 3134-1

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Toutefois, elles ne s'appliquent pas aux professions agricoles et de la pêche, aux entreprises de chemin de fer, aux concessions de bacs publics, à l'éducation des enfants et à l'enseignement, aux professions libérales, aux entreprises d'assurance, aux emplois à domicile par une personne physique, aux professions artistiques, aux professions médicales et paramédicales, ainsi qu'à la vente de médicaments.

Les dispositions des chapitres II et III ne sont pas applicables, à l'exception de celles des articles **L. 3132-1** à **L. 3132-3**, **L. 3132-14** à **L. 3132-19**, **L. 3133-2**, **L. 3133-3** et **L. 3133-4** à **L. 3133-12**.

[service-public.fr](#)